



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
PYRÉNÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

-----  
**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE  
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**  
-----

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ INCENDIE**  
-----

Commission de sécurité incendie  
d'arrondissement de Tarbes  
-----

Le 29 janvier 2024

La présidente de la commission de sécurité

à

Mairie de **RABASTENS-DE-BIGORRE**

Secrétariat de la commission de sécurité contre  
le risque d'incendie et de panique dans les  
établissements recevant du public (ERP)  
-----

Dossier suivi par : Capitaine Jérôme Bonin

|                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Procès-verbal et avis de la commission de sécurité contre les risques d'incendie et de panique</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|

*Vu le décret 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité*

*Vu l'arrêté préfectoral 65-2023-07-24-00002 en date du 24 juillet 2023 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité des Hautes-Pyrénées*

**Date de la réunion** : 29 janvier 2024

**Références et objet** : Étude Autorisation de travaux (AT) AT06537523H0001

Réorganisation de la cuisine avec modification du cloisonnement intérieur.

**Nom de l'établissement** : EHPAD LES RÉSIDENCES DU VAL D'ADOUR résidence CURIE SEMBRES  
bâtiment principal (3750090)

**Adresse** : 15 RUE DES BOURDALATS 65140 RABASTENS-DE-BIGORRE

**Classement** : Type J – 4ème catégorie

**Activité(s)** : Structures d'accueil pour personnes âgées

**Effectif public** : 185 personnes

**Effectif personnel** : 70 personnes

**Total** : 255 personnes

**Coordonnées** : 05.62.96.62.78

**Responsable(s) établissement** : M. DE VOS Denis (directeur de l'établissement) 05.62.96.62.78

**Périodicité des contrôles** : 36 mois – Prochaine visite en juillet 2026

### **Réglementation applicable et dérogation(s) accordée(s) :**

Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;

Code de l'Urbanisme ;

Code du Travail ;

Dispositions générales intéressant les établissements industriels et commerciaux (EIC) :

Code de la construction et de l'habitation ;

Code de l'urbanisme : L.421-6, L.422-4, R.III-2, R.III-5, R.III-15, R.431-20 ;

Code général des collectivités territoriales : L.1424-2, L.2212-2, R.2225-2, R.2225-3 ;

Code de l'environnement : L.511-1, L.512-15, R.512-21 ;

NOR : INTE1512746J, Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie validé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2017 ;

Dispositions générales intéressant les établissements recevant du public (ERP) :

Code de la Construction et de l'Habitation ;

Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;

Arrêté du 25 juin 1980 modifié, relatif aux dispositions générales applicables aux établissements recevant du public et instructions techniques annexées ;

Arrêté du 21 Novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement ;

Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie validé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2017.

Arrêté du 19 novembre 2001 modifié (dispositions particulières applicables aux établissements du type J).

### **Historique de l'établissement :**

L'EHPAD CURIE SEMBRES (GMP 693) est composée de 4 bâtiments isolés entre eux (cf. plan de situation du site) :

- le bâtiment principal\* (139 lits), formé de 3 corps de bâtiment en forme de peigne à quatre dents sur 2 niveaux, objet du présent descriptif ;
- le Pôle d'Activité de Soins Adaptés\* (10 personnes en soins de jour, #2149 – U5) ;
- le Service de Soins Infirmiers A Domicile (activité de jour 30 personnes, #2954 – U5) ;
- la zone technique\* (code du travail).

\*Ces 3 bâtiments sont reliés entre eux par une galerie close/couverte, désenfumée par balayage VB/VH asservi, servant de zone d'accueil ambulances.

\* 2009 : PC n° 065.375.08.M0022 - construction de l'EHPAD, aménagement du bâtiment "Maison" (#3750055) et démolition de l'ancienne maison de retraite (J4), avis favorable.

\* 2011 :

- 30/05 : PC n° 065.375.08.M0022-M01 - création de surface et aspect extérieur (J4), avis favorable ;
- 14/06 : visite d'ouverture - réception des travaux objets du PC 08.M0022 et modificatif (J4), avis favorable ;
- 29/11 : étude de dossier - suppression d'asservissement des ascenseurs de l'établissement (J4), avis défavorable (non respect J36).

\* 2014 : visite périodique (J4), avis favorable.

\* 2015 : PC n° 065.375.15.M0002 - création d'un PASA et d'un SSIAD isolés avec modification du SSI (J4), avis favorable.

\* 2017 : visite d'ouverture - réception des travaux objets du PC 15.M0002 (J4), avis favorable.

\* 2020, 2023 : visites périodiques (J4), avis favorables.

À l'occasion de la visite 2023, le directeur de l'établissement a remis aux membres de la commission une déclaration GN10§2 concernant la mise en place en avril courant, d'une véranda au droit de la salle à manger du personnel (cf. PJ du dossier).

\* 2024 : AT n° 065.375.23.H0001 - réorganisation de la cuisine avec modification du cloisonnement intérieur (J4), avis favorable.

### **Descriptif de l'établissement :**

L'établissement isolé en R+1, desservi par 1 voie engin et des espaces libres permettant l'accès à au moins 2 façades (façade nord et par des moyens portatifs en façades ouest et est), se compose d'une structure en maçonnerie et d'une couverture en zinc/ terrasses végétalisées.

### **DISTRIBUTION INTÉRIEURE**

R+1 :

- unité d'hébergement 3 (39 chambres individuelles, locaux de soins et locaux annexes, salle à manger et salon) ;
- unité d'hébergement 4 (39 chambres individuelles, locaux de soins et locaux annexes, salle à manger et salon).

RDC :

- pôle administratif: espace attente, 8 bureaux, local animation, salon de coiffure, local serveur, local archives, sanitaires ;
- accueil de jour : salon, salle à manger, salle d'eau, chambre ;
- espace commun: hall d'entrée avec SAS, salle de réunion, salle du conseil de formation, atelier création, bibliothèque, espace recueillement, locaux mortuaires, salle d'ergothérapie, local désenfumage (sous l'escalier est) ;
- secteur cuisine et technique: salle à manger du personnel; préparation chaude (P > 20 kW, isolée) et locaux annexes (chambres froides et locaux annexes bureau, réserve, cave et local poubelles); chaufferie (P = 1380 kW, ICPE), local TGBT, local transfo; production ECS solaire (panneaux en toiture et 4 ballons extérieurs) ;
- pôle médical: espace attente, local pédicure, local ménage, 3 bureaux (médecins), terrasse extérieure, locaux techniques, sanitaires ;
- unité d'hébergement ALZHEIMER 1 (14 chambres individuelles, locaux de soins et locaux annexes, terrasse extérieure, salle d'activité) ;
- unité d'hébergement ALZHEIMER 2 (14 chambres individuelles, locaux annexes, salle d'activité, salle à manger et salon) ;
- unité d'hébergement 2 (28 chambres totalisant 33 couchages, locaux de soins et locaux annexes, 4 appartements, salle à manger et salon, local désenfumage).

### **EFFECTIFS/DÉGAGEMENTS**

R+1 (78 résidents + 26 visiteurs + 20 personnels, soit 124) : 4 escaliers totalisant 7 unités de passage.

RDC (61 résidents + 20 visiteurs + 50 personnels, soit 131, soit 279 cumulées) : 15 sorties totalisent 25 unités de passage.

## **INSTALLATIONS TECHNIQUES ET DE SÉCURITÉ**

Éclairage sécurité d'évacuation et d'ambiance par blocs autonomes (BAES).

Groupe électrogène de remplacement dans un bâtiment isolé en façade nord avec cuve enterrée de 6000 litres.

Désenfumage :

- mécanique par balayage VB/VH asservie (CHC des zones d'hébergement et du pôle administration) ;
- naturel par exutoires (grand volume commun et escaliers encloisonnés).

Chauffage gaz par circulation d'eau chaude depuis 3 chaudières ( $P = 3 \times 460 \text{ kW}$ ), installées en chaufferie classée ICPE soumise à déclaration (cf. rubrique 2910, modifiée par le décret n° 2018-704 du 3 août 2018).

Production ECS par panneaux solaires ( $P = 85 \text{ kW}$ , cf. détails ci-après).

Moyens de secours internes :

- SSI A (centrale en VTP à l'accueil et TRE à chaque niveau des unités de vie) avec alarme de type 1, générale dans les locaux réservés au personnel du RDC et sélective dans le reste de l'établissement ;
- détection généralisée ;
- extincteurs ;
- service sécurité: 3 agents au moins 24h/24 ;
- alerte par téléphone urbain ;
- affichage plans et consignes.

### **Documents étudiés :**

Un jeu de plans BET SETES 01/10/2023 ;

Une notice de sécurité Maître d'ouvrage 06/10/2023 ;

Un engagement solidité cf. Cerfa AT §6 06/10/2023 ;

Cerfa AT EHPAD CURIE-SEMBRES, représentée par M. Denis DEVOS, maître d'ouvrage 17/10/2023.

### **Descriptif des travaux (si étude) :**

Les présents travaux ne concernent que le volume du bloc cuisine (angle nord-est du bâtiment), réservé au personnel, sans impact sur les parties du bâtiment accessibles au public.

Ils font suite au constat d'un problème d'étanchéité et d'absence d'organisation par "marche en avant" de la cuisine.

Ils consistent notamment à remplacer les portes et cloisons existantes, ainsi qu'à adapter les installations techniques (répartition des détecteurs incendie), en cohérence avec la réorganisation des volumes.

Les appareils alimentés au gaz y sont remplacés par des appareils électriques.

### Informations relatives à la défense extérieure contre l'incendie :

Risque courant ordinaire, couvert par les points d'eau incendie (PI) n°4 et n°18 délivrant 74 et 80 m³/h à environ 140 mètres de part et d'autre de l'établissement (dernier contrôle en date du 10/03/2021): satisfaisant.

### Prescriptions :

La commission de sécurité propose les prescriptions ci-dessous à l'autorité de police, elles pourront être retenues dans l'arrêté notifié à l'exploitant. Ces propositions ne sont pas limitatives et il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt. Cela ne le dispense pas de se conformer à l'ensemble des règles contre le risque d'incendie et de panique s'appliquant à son établissement (article R.123-43 du code de la construction et de l'habitation).

L'autorité de police peut accorder un délai pour l'exécution de l'arrêté.

Pour information : « prescription » : disposition que l'exploitant doit mettre en œuvre pour répondre aux exigences réglementaires de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

### Liste des prescriptions dans le dossier :

#### A°) Prescriptions liées à l'exploitation :

|                                          |   |                                                                                                                                              |
|------------------------------------------|---|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Arrêté du 25 juin 1980<br>modifié - GN13 | 1 | Interdire, en présence du public, tous travaux pouvant faire courir un danger quelconque à ce dernier ou apporter une gêne à son évacuation. |
|------------------------------------------|---|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                        |   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié<br>relatif à la Commission Consultative<br>Départementale de Sécurité et<br>d'Accessibilité - articles 46 et 47 | 2 | Fournir à la commission de sécurité avant l'ouverture au public :<br>- l'attestation du bureau de contrôle certifiant, le cas échéant, que la mission solidité a été réalisée ;<br>- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer, le cas échéant, l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité ;<br>- un rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) établi par un organisme agréé. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

L'article 77 de l'arrêté préfectoral n° 65-2023-03-20-00006 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées, aux commissions d'arrondissement et aux commissions communales précise: «les rapports relatifs à la sécurité des personnes doivent être fournis à la commission de sécurité au moins deux jours ouvrés avant la visite d'ouverture». En l'absence de ces documents, la commission de sécurité ne peut se prononcer.

|                                                  |   |                                                                                                |
|--------------------------------------------------|---|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Arrêté du 25 juin 1980<br>modifié - MS41, - MS47 | 3 | Mettre à jour, le cas échéant, les plans d'intervention ainsi que les consignes d'évacuations. |
|--------------------------------------------------|---|------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                     |   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-----------------------------------------------------|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Arrêté du 19 novembre 2001 modifié (type J) - J35§2 | 4 | Mettre à jour, le cas échéant, le schéma d'organisation de la sécurité incendie de l'établissement.<br>Pour mémoire, ce document doit définir les actions prioritaires à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du public, en précisant notamment les conditions d'exploitation du SSI et de réalisation du transfert horizontal des patients avant l'arrivée des secours, en répondant à la question: qui fait quoi, quand et comment ? |
|-----------------------------------------------------|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## CONCLUSION

La Commission de sécurité incendie d'arrondissement de Tarbes émet **un avis favorable** à la poursuite d'exploitation de l'établissement « EHPAD LES RÉSIDENCES DU VAL D'ADOUR résidence CURIE SEMBRES » à RABASTENS-DE-BIGORRE .

La présidente de la commission de sécurité



Marina VALENTIN